

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : Catherine REVOL
☎ : 04.56.59.49.76
📠 : 04.56.59.49.96
✉ : catherine.revol@isere.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N° 2012 041-0025

Le Préfet de l'Isère

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, notamment le Livre V, Titre 1^{er} (Installations classées pour la protection de l'environnement), et ses articles R 512-66-1 et L.514-1 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône Alpes, unité territoriale de l'Isère, en date du 2 février 2012, réalisé à la suite d'une visite d'inspection courante effectuée le 5 janvier 2012 sur le site de la société ProLogis France LXIII EURL à Vaulx Milieu et à l'issue de laquelle il a été constaté plusieurs dysfonctionnement dont les portes coupe-feu inter-cellules CF1 ; CF3 et CF5 qui ne fonctionnent pas et la présence d'une fuite d'eaux pluviales qui s'écoule sur le boîtier électrique de commande de la porte CF2 ;

CONSIDERANT que la société ProLogis France LXIII EURL n'a pas respecté l'article 6.1.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-06330 du 26 juillet 2007 relatif aux dispositions générales de sécurité ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par la réglementation susvisée est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société ProLogis France LXIII EURL (adresse : 2 rue Blaise Pascal ZAC du parc technologique de l'Isle d'Abeau 38090 VAULX MILIEU) est mise en demeure sous quinze jours de remettre en état le fonctionnement des portes coupe-feu inter-cellules CF1 ; CF3 et CF5 défini dans l'article 6.1.5.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-06330 du 26 juillet 2007

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de la Tour du Pin, le Maire de VAULX MILIEU et l'Inspecteur des Installations Classées de la direction régionale de l'Environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône Alpes, unité territoriale de l'Isère (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société intéressée.

Grenoble, le 10 FEV. 2012
Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général

Frédéric PÉRISSAT